

Place et rôle de l'histoire par René Mouriaux

Après la mort des grands récits, le XXI^e siècle devait être celui du consensus autour du libéralisme. En France, d'âpres controverses se succèdent sur l'Europe, les banlieues, l'immigration, la colonisation. Les historiens pétitionnent et les politiques se divisent sur leur droit à intervenir dans les programmes scolaires. Deux grandes questions sont soulevées : qu'est-ce que l'histoire ? Qu'apporte t-elle aux hommes et aux femmes de notre temps ? Nous dissociérons et subdiviserons la seconde interrogation en considérant d'abord le cas des citoyens, des citoyennes puis celui des militants et militantes.

I. Qu'est-ce que l'histoire ?

Une distinction s'impose en préliminaire entre histoire objective – ce qui s'est produit dans le temps humain – et l'histoire subjective – le récit que les hommes y consacrent. Une statue baroque installée dans la bibliothèque du monastère de Wiblingen et placée sur la couverture de l'essai de Paul Ricoeur *La mémoire, l'histoire, l'oubli* (Seuil, 2^e éd, 2005) illustre la dualité. Un vieillard ailé (practeritum tempus), Cronos, incarne le passé accompli tandis que derrière lui se dresse une femme au regard scrutateur, Clio, la fille de Zeus et de Mnémosyne, la mémoire. Le dieu titanique ne mange pas un de ses enfants comme le raconte la mythologie grecque mais arrache un feuillet d'un grand livre. Une main de la muse tient un manuscrit, un encrier, un stylet tandis que l'autre tente d'arrêter le geste du vieillard.

L'histoire-science n'est pas un savoir, positiviste, ni même simplement positif, de l'histoire-événement. Clio n'écrit pas sous la dictée de Cronos. Son récit ne reproduit pas le réel comme une photographie, un procès-verbal. L'illusion existe d'un point de vue de Sirius selon lequel l'histoire n'est d'aucun temps ni d'aucun lieu d'après la formule de François de Salignac de la Mothe-Fénelon ; l'histoire –science se fait à partir d'une problématique comme la photographie à partir d'un regard. Celles et ceux qui le nient véhiculent pour le moins une pensée conservatrice. De surcroît, les représentations du passé pèsent sur le présent. Karl Marx commence son analyse du *18 Brumaire de Louis Bonaparte* par cette problématique de « la conjuration des morts », transmise par les spécialistes du récit rétrospectif.

L'objectivisme identifie l'historien au greffier, le subjectivisme l'assimile au confesseur. Ce qui prime c'est le vécu et le vécu est restitué par la mémoire. Aussi complexe quoique différemment de la collective, la mémoire individuelle, fonction physique inséparable de la conscience de soi et faculté psychologique de conserver le vécu et l'appris, fournit les souvenirs. L'effondrement des perspectives progressistes nourrit un « présentisme » (François Hartog), un « court-termisme » (Yves Michaud) qui réduisent le passé à un patrimoine, une collection de trésors morts ou à des traumatismes rappelés pour exorciser le présent. La primauté de l'expérience singulière conduit, comme le note Paul Ricoeur, à « trop de mémoire ici, pas assez de mémoire là » (op.cit. p.96). Le constat du philosophe Husserlien ne va cependant pas jusqu'à expliciter les oppositions de mémoire (op. cit. p. 59). Faut-il rappeler que chaque année des messes sont célébrées le jour de la décapitation de Louis XVI, des fleurs sont déposées sur la tombe de l'ex-maréchal Pétain à l'Île d'Yeu pour l'anniversaire de son décès, des stèles sont érigées à la gloire de l'OAS ? Ce ne sont pas les mêmes qui honorent les communards devant le mur des Fédérés au cimetière du Père-Lachaise, les fusillés de Châteaubriant, les morts de Charonne.

À juste titre, dans ses *Douze leçons sur l'histoire*, Antoine Prost termine ses analyses par un appel à la raison : « Rappeler un événement ne sert à rien, même pas à éviter qu'il ne se reproduise pas, si on ne l'explique pas » (Seuil, 1996, p. 306).

Le dépassement ou l'assomption du sentiment par le recours à la raison ne suffit pas pour sortir des oppositions de tradition. Élaborée dans l'histoire, ancrée dans les conflits du présent, la science historique apporte des exigences de fiabilité des sources, de périodisation, de recherche des causes qui ne suppriment pas les antagonismes entre problématiques. Une approche dialectique permet d'articuler (d'envisager d'articuler pour le moins) diachronie et synchronie, structures et conjonctures, processus objectifs et représentations des acteurs, dimensions politiques, juridiques, économiques, idéologiques, culturelles. Le moteur de l'histoire n'est autre que la construction de l'homme par la conquête de la nature dont il fait partie, et la tâche de l'historien dans cette perspective est d'explicitier la lutte entre nécessité et liberté à travers les formes de plus en plus complexes des sociétés et des civilisations.

II. Qu'apporte l'histoire aux citoyen(ne)s ?

S'il existe un devoir de mémoire, tout autant faut-il proclamer un droit à l'histoire. Dans les termes de l'époque (en 1938) Georges Lefebvre a énoncé la triple fonction « d'une discipline indispensable à l'éducation de l'esprit, à l'éveil du sens social, à la conservation au sein de la communauté nationale d'une conscience éclairée de son éminente dignité ». (*Réflexion sur l'histoire*, Maspéro, 1978, p. 202) Nous reprendrons les trois points de manière actualisée.

En premier lieu, l'histoire apprend la complexité, la subtilité. Georges Lefebvre utilise l'opposition de Blaise Pascal entre l'esprit de géométrie qui caractériserait les sciences « dures » par opposition à l'esprit de finesse propre à l'histoire et à la philosophie. Je préfère renvoyer à la problématique de la partie et du tout, essentielle à l'étude du passé, que *La pensée* 72 (édition Brunsvicg) expose remarquablement : « Toutes choses étant causées et causantes, aidées et aidantes, médiates et immédiates, et toutes s'entretenant par un lien naturel et insensible qui lie les plus éloignées et les plus différentes, je tiens impossible de connaître les parties sans connaître le tout, non plus que de connaître le tout sans connaître particulièrement les parties ». L'agilité de l'esprit s'accroît à percevoir la continuité dans le changement et les ruptures dans la durée. L'histoire détourne de l'arrogance envers ce qui nous a précédé et qui prend le plus souvent la forme de l'anachronisme. Que de propos ineptes au sujet d'Aristote, partisan de l'esclavage ! Quatre précisions à ce sujet pour montrer l'intérêt de déraciner les représentations erronées du passé par sa connaissance. Tout d'abord, le Stagirite condamne l'esclavage résultant de l'achat ou de la prise de guerre. La seule forme « naturelle » qu'il admet est l'esclavage lignager. En second lieu, comme l'a relevé avec pertinence Victor Goldschmidt, le philosophe péripatéticien embarrassé par la question modifie sa méthode habituelle commençant par l'étude de l'essence avant de traiter l'existence. Troisièmement, Aristote considère que la société grecque fonctionne sur une base esclavagiste et n'étant pas révolutionnaire au sens moderne du terme, ce qui serait surprenant, il note seulement : « si les navettes des tisserands tissaient d'elles-mêmes, le chef d'atelier n'aurait plus besoin d'aides ni le maître d'esclaves » (*Politiques* I. ch. 4.). Enfin, le testament d'Aristote, rapporté par Diogène Laërce, prévoyait l'affranchissement de ses esclaves.

École de questionnement, de rigueur, l'histoire ne dresse pas de réquisitoire pas plus qu'elle ne promulgue de lois. Elle étudie et tente d'expliquer les processus qui font et défont les sociétés, ouvrant les intellects à l'intelligence du temps humain.

La connaissance fine du passé détourne de l'économisme. Cette vue de l'esprit a régné dans le mouvement ouvrier pour qui l'émancipation des femmes s'effectuerait automatiquement avec l'abolition de l'exploitation capitaliste. L'analyse de la condition féminine montre que le patriarcat est antérieur au mode de production capitaliste et qu'un combat spécifique est nécessaire pour établir l'égalité entre les sexes, c'est-à-dire pour libérer les deux composantes du genre humain de la domination machiste.

De manière très spécifique, l'histoire apprend à décrypter les conflits collectifs aussi bien nationaux qu'internationaux. Dans sa lettre à Joseph Weydemeyer du 5 mars 1852, Karl Marx assure que « des historiens bourgeois avaient exposé bien avant moi l'évolution historique de la lutte des classes ». Jean-Pierre Faye est un des chercheurs qui est retourné aux textes, de Henri de Boulainvilliers à Augustin Thierry, comme le fera plus tard Marie-France Piguet à l'aide de la lexicométrie. Les historiens français du XVIII^e et du début du XIX^e se réfèrent à « la lutte des races » plus ou moins mythique mais ils tentent bien de dépasser une lecture des antagonismes sociaux comme effet d'une nature humaine querelleuse ou de la seule contestation du rapport de pouvoir. La clarification de la problématique demeure pleinement d'actualité. L'histoire éclaire aussi les affrontements internationaux.

Il suffira de citer Thucydide, le père du concept d'impérialisme qui définit la politique extérieure d'Athènes et explique la guerre du Péloponnèse. Sans oublier la nécessaire contextualisation et l'utilisation d'un réseau de concepts collatéraux, comment ne pas reprendre la déclaration du livre V (ch. VII) de *La guerre du Péloponnèse* : « dans le monde des hommes, les arguments de droit n'ont de poids que dans la mesure où les adversaires en présence disposent de moyens de contraintes équivalents et que, si tel n'est pas le cas, les plus forts tirent tout le parti possible de leur puissance, tandis que les plus faibles n'ont qu'à s'incliner ».

Enfin, l'histoire contribue à forger une conscience des solidarités. Une des oppositions les plus sottes ou les plus mystifiantes est celle qui sépare l'individu de ses ancrages collectifs (à l'opposé de la thèse VI sur *Feuerbach*). L'homme, la femme, est d'une famille, d'une région, d'un métier, d'une nation et finalement de l'humanité. Historien et philosophe, Jean Jaurès a beaucoup insisté sur ces appartenances multiples, sur la dilatation progressive de la conscience, sur son universalisation comme la thèse de Ulrikz Brummert (1987) l'a remarquablement analysé. Qui ne connaît pas la fin du chapitre X de *L'armée nouvelle* : « un peu d'internationalisme éloigne de la patrie ; beaucoup d'internationalisme y ramène. Un peu de patriotisme éloigne de l'internationale ; beaucoup de patriotisme y ramène ». Mettre en évidence les échanges entre peuples est tout aussi nécessaire que d'éclairer leurs conflits. La connaissance de la formation des Etats-nations et de leurs relations sur le continent européen incite à la fois à envisager la construction d'une Europe pacifiée et à écarter les illusions libérales de l'unification par le (soi-disant) Marché. Comment ne pas rire lorsque dans *Le Monde* Philippe Ricard et Daniel Vernet écrivent (18 février 2006, p.2) : « la réunification du continent (l'élargissement de l'UE à 25) était avant tout la réparation d'une injustice historique perpétrée par l'Union soviétique ». Le Traité de Versailles aurait-il bâti une Europe unie ? le fascisme n'a-t-il provoqué aucune fracture ? La guerre froide voulue par les États-Unis n'aurait-elle donc rien à voir avec le « rideau de fer » réclamé par Winston Churchill dans

son discours de Fulton (Missouri, le 5 mars 1946) ? Un tel rectificatif ne vaut pas blanchiment du stalinisme.

Profondément liée à la citoyenneté, l'histoire-objective ne relève pas que de la compétence des professionnels. Il est légitime que la loi détermine non seulement les événements qu'il convient de célébrer (le 14 juillet est la date fixée par la loi du 6 juillet 1880 pour la fête nationale) mais aussi les programmes de l'éducation nationale. La Constitution de 1958 a rabougri le domaine de la loi, le réglementaire lui échappant au profit de l'exécutif d'où la saisine du Conseil constitutionnel sur la nature de l'article 4 de la loi du 23 février 2005. Il est légitime que prohibe l'expression de lectures nazies ou racistes. La liberté en matière de recherches et d'enseignements historiques en revanche est la règle. L'histoire officielle est à récuser. La liberté d'expression en revanche est restreinte dans ce qui est contraire fondamentalement aux valeurs de l'humanité, de la citoyenneté et de la République française. La loi du 23 février 2005, erronée, n'est pas à mettre sur le même plan que la loi Gayssot, la loi Taubira ou la loi sur le génocide arménien, ce que montre bien *La colonisation, la loi et l'histoire* paru chez Syllepse (2006).

III. En quoi l'histoire est-elle nécessaire aux militant(e)s ?

Évidemment, à condition que son élaboration et son enseignement soient conformes à son inspiration scientifique, c'est-à-dire rationnelle, l'histoire contribue à l'existence d'hommes et de femmes capables de s'orienter dans « le labyrinthe infiniment complexe et éternellement nouveau du réel » (Georges Lefebvre). L'observation se spécifie dans le cas des militants et militantes. Là encore, nous retiendrons trois aspects de la question.

En premier lieu, l'histoire contribue à la constitution d'une « sous-culture » cégétiste. Le terme n'est pas méprisant, ne signifie pas « inférieure » mais subordonnée à la culture commune, globale, du peuple français. Elle en est une spécification. Nous abordons le problème de l'identité CGT, notion particulièrement équivoque, au double sens de plurielle et de trouble. Qui sommes-nous ? Que sommes-nous ? L'être du collectif cégétiste n'est pas une essence conçue par les fondateurs de 1895 et actualisée de manière continue. Elle est une construction incessante par emprunt, par rejet, par élaboration propre. La CGT, c'est ce que le groupe d'hommes et de femmes rassemblés sous cet égide a fait pour défendre les salariés et transformer la société. La culture cégétiste s'établit sur le « non » opposé à l'ordre établi.

Le refus primordial a pris des formes successives, le syndicalisme révolutionnaire, le syndicalisme de classe de la CGTU, le syndicalisme de masse et de classe apparu avec le Front populaire, poursuivi pendant la guerre froide puis pendant les années de croissance « keynésiano-fordiste ». La crise ouverte en 1974-1976 contribue à déstructurer les conquêtes du second après-guerre. Il est légitime de penser que les sociétés et la CGT sont entrées dans une nouvelle phase historique avec la disparition de l'URSS et l'avènement de l'OMC. Une telle périodisation ne signifie pas que tout est mort et à abandonner des conquêtes propres à la phase de l'État social, en se laissant aller à la « conclusion révisionniste facile » (Slavoj Žižek. *La marionnette et le nain*, Seuil, 2006, p.49). Au cours des quatre grandes phases qui s'étendent de 1895 à 1995, l'action de la CGT n'a pas été sans défauts, sans erreurs, sans drames. En objectivant l'histoire accomplie, l'histoire-science aide à assumer lucidement l'héritage. Ni nostalgie, ni amnésie ; ni mythification, ni repentance : reconnaissance de ce qui a été, de ce dont l'on vient. Pour transposer une formule célèbre : *historia liberavit vos* (L'histoire vous libère) – en nous

fournissant la richesse du passé et sa critique. L'IHS y contribue de manière pluraliste, refusant toute histoire officielle.

Enfin, une claire maîtrise du passé cégétiste fournit une impulsion pour aller de l'avant. Lorsqu'on a « le nez sur le guidon », expression fréquemment utilisée par les militants moins par les militantes, le découragement menace devant l'échec des efforts, la puissance de l'adversité, « le triomphe du parjure et du crime ». La connaissance du passé fonde la conviction qu'aucune citadelle n'est imprenable, que l'assurance des dominants repose sur l'illusion du définitif. « Rien de ce qui existe mérite de durer » proclamait *Faust* de Goethe que cite Marx dans le *18 brumaire de Louis Bonaparte*. La proposition réciproque est tout aussi vrai : « Tous les possibles progressistes du présent méritent d'advenir ». Appuyer sur ce qui a été accompli, considérable quoique menacé, voire démantelé – aucune conquête n'est irréversible ni achevée – le militant (la militante) grâce à l'histoire porte en lui (en elle) l'espérance que Aristote, rapporté par Diogène Laërce, définit comme « le rêve d'un homme éveillé ».

Remarque finale

Nous avons évoqué la raison qui n'est pas l'entendement analytique, formel, binaire, assurément à respecter mais la pensée en mouvement, la pensée du mouvement. Notre propos a montré qu'elle est inséparable de la volonté et de l'affectivité. Pour l'histoire-science, comme pour l'histoire-réalité, rien de grand ne s'accomplit sans passion. Mais aussi sans projet. Pour le moins, l'historien « critique » vise à démasquer la mauvaise conscience de nos sociétés et à progresser sur le chemin d'un savoir en construction. Quant aux militant(e)s, ils, elles s'insurgent contre la philosophie du vieil (et humoriste) ermite de Prague : « ce qui est, est ». « that that is, is » (*Twelfth night or what you will*. Acte IV, scène II). Ce qui n'est pas sera-t-il? Clio se situe derrière Cronos, « la belle Clio, si adulée », qui comme le rappelle à juste raison Charles Péguy dès l'ouverture de *Véronique* (1909) et son *Dialogue de l'histoire et de l'âme païenne* (1912) qu'elle a une histoire et inspire des travaux toujours renouvelés. « Faire une recherche, faire des recherches, mots voluptueux, tout pleins, tout gonflés des promesses ultérieures ».

Conférence présentée par René Mouriaux, le 10 mars 2006,
à l'Institut CGT d'histoire sociale à Montreuil (93).